

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1903.

Projet de loi portant approbation de deux contrats relatifs à des immeubles domaniaux et autorisation d'aliéner des biens de même nature.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant un prompt examen, un projet de loi portant :

- 1° Approbation de deux contrats relatifs à des aliénations d'immeubles appartenant à l'Etat ;
- 2° Autorisation d'aliéner des biens de même nature.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

La rectification de l'Ourthe entre Chénée et les Grosses-Battes nécessite des emprises dans les immeubles de la Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, situés sur le territoire d'Angleur.

Ces immeubles, teints en rose et en vert au plan dressé le 26 décembre 1901 par M. Jacquemin, ingénieur principal des Ponts et Chaussées, avaient une superficie totale d'environ 7 hectares. La contenance des emprises, figurées en rose au même plan, étant de 2 hectares 74 ares 69 centiares 06, il devait rester environ 4 hectares 25 ares.

Cette réduction importante de l'étendue de ses installations industrielles aurait occasionné à la société un préjudice considérable, à réparer par l'État sous forme d'indemnité.

Afin d'atténuer ce préjudice dans une certaine mesure, il est intervenu, suivant acte passé devant M. le Gouverneur de la province de Liège le

15 septembre 1904, un arrangement aux termes duquel l'État abandonne à la société, pour les réunir au restant de son domaine, divers excédents d'emprises teintés en jaune au plan précité et mesurant ensemble 1 hectare 73 ares 23 centiares 63.

De cette manière la société cède	2 ^h 74 ^a 69 ^c 06
Elle reçoit en échange	1 ^h 73 ^a 23 ^c 63
et ses installations ne sont plus réduites que de	1 ^h 01 ^a 43 ^c 43

La soulte à payer par le Trésor a été fixée à la somme de fr. 115,238.97 se décomposant ainsi :

a) Valeur de la contenance de 1 ^{ha} 01 ^a 43 ^c 43, à fr. 7.425 le mètre carré	fr. 75,329 81
b) Valeur du terrain d'assiette du chemin de halage à incorporer dans le nouveau lit de l'Ourthe, fixée en tenant compte de la servitude dont ce terrain était grevé : 13 ^a 47 ^c 04, à fr. 4.71 le mètre carré	6,344 56
c) Valeur des constructions existant sur les parcelles cédées par la société, ainsi que des murs-digues établis le long de la rivière.	33,564 60
Ensemble	<u>fr. 115,238 97</u>

L'État acquittera, en outre, les intérêts de cette somme au taux de 4 1/2 p. c. l'an depuis le 1^{er} août 1902, date à laquelle remonte la prise de possession des terrains de la société, et il fournira à celle-ci au moins 29,000 mètres cubes d'argile à provenir du creusement de la dérivation.

La convention réalisée conciliant d'une manière équitable les intérêts des deux parties en cause, le Gouvernement en sollicite l'approbation.

II.

Le Gouvernement a conclu avec la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, sous réserve d'approbation par la Législature, un échange en vertu duquel l'Etat cède un terrain d'une contenance de 5 hectares 99 ares 99 centiares sis à Vilvorde, et reçoit une parcelle de 3 hectares 03 ares 89 centiares située à Neder-over-Heembeek.

Cet échange a été convenu sans soulte, malgré la différence de superficie, parce que le terrain acquis par l'Etat se trouve à front de la digue du canal de Bruxelles au Rupel, tandis que la parcelle domaniale, d'ailleurs plus éloignée du port, est séparée du canal par des terrains qui appartiennent à la société.

Le Gouvernement a pensé qu'il y avait lieu, pour réserver l'avenir, d'éviter que ce bloc devienne la propriété de particuliers; il pourrait, notamment, convenir pour l'érection, par les pouvoirs intéressés, d'une usine d'épuration des eaux résiduaires amenées par le collecteur de la

ville de Bruxelles. L'emplacement se trouve, en effet, en face de l'usine de pompage de Haren.

Au surplus, l'opération se justifie à tous autres points de vue : l'Etat, qui n'aurait pu tirer un parti avantageux de son terrain sans une entente préalable avec la société, disposera d'un bloc bien situé à front de la digue du canal, et réalisable dans les meilleures conditions s'il ne doit pas être affecté à un usage public; par contre, la société pourra utiliser plus facilement la parcelle qu'elle possède à Vilvorde devant le terrain domanial.

En conséquence, le Gouvernement sollicite l'approbation de l'acte passé le 8 décembre 1904.

III.

La Société bruxelloise d'Electricité s'est adressée à l'Etat afin d'obtenir la cession, pour l'établissement d'une usine d'électricité et, éventuellement, de fabrication d'outillages électriques, d'un terrain domanial sis à Schaerbeek, à l'extrémité du quai des Usines, entre la digue du canal de Bruxelles au Rupel et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde, terrain qui est traversé par la Senne.

Cette usine devant fournir l'énergie électrique nécessaire pour les besoins, entre autres, de la gare de Schaerbeek et, éventuellement, des installations maritimes de Bruxelles, le Gouvernement a jugé opportun d'accueillir la demande en principe.

Un accord est intervenu sur les bases suivantes, avec réserve d'approbation par la Législature :

I. — Vente par l'Etat à la société de trois hectares de terrain, savoir : deux hectares environ entre le canal et la Senne, au prix de 150,000 francs l'hectare, et un hectare environ entre la Senne et la nouvelle route de Vilvorde, au prix de 100,000 francs l'hectare ;

II. — Option d'achat pour un an, à raison de 100.000 francs l'hectare, d'une parcelle contigüe d'environ 1 hectare 30 ares, sise entre la Senne et la route précitée ;

III. — Résolution de la vente en ce qui concerne les deux hectares qui se trouvent à front de la digue du canal, dans le cas où les constructions à ériger sur ce bloc cesseraient d'être affectées à une usine d'électricité. La résolution aurait lieu moyennant la simple restitution du prix de vente (150,000 francs l'hectare), et les bâtiments devraient être démolis par la société sans indemnité.

Les prix convenus étant très rémunérateurs, le Gouvernement sollicite l'autorisation de réaliser les arrangements mentionnés ci-dessus.

IV.

La boulangerie militaire de Liège occupe des bâtiments très anciens et trop exigus, qui doivent être démolis et remplacés par de nouvelles installations plus spacieuses et mieux appropriées.

Leur emplacement, d'une contenance d'environ 25 ares, situé à front de la rue et du quai de Fragnée, n'est pas des plus favorables. Il se trouve d'abord assez loin des établissements à desservir. En second lieu, sa configuration nécessiterait une construction à deux façades, auxquelles il faudrait donner un certain caractère architectural pour les mettre en harmonie avec les bâtisses du quartier, d'où une dépense importante qu'il serait désirable d'éviter. D'autre part, le raccordement de la boulangerie au chemin de fer traverse la rue de Fragnée, et le maintien d'un passage à niveau dans cette voie publique appelée à devenir une artère de grande circulation présenterait un danger permanent.

En vue de régulariser les limites de la parcelle qu'il possède à l'angle de la rue et du quai de Fragnée, M. Alphonse Fryns, industriel à Liège, a sollicité la cession d'une emprise à faire dans la propriété de l'État. Cette demande n'a pu être accueillie, mais elle a été le point de départ de négociations tendant à reconstruire la boulangerie dans une autre partie de l'agglomération. Le département de la guerre a porté son choix sur un emplacement d'environ 48 ares sis à Bressoux, contre les magasins à fourrages de l'armée, entre la voie ferrée de Liège à Maestricht et la rue du Moulin, à front de laquelle il mesure 101 mètres de façade sur une profondeur variant de 44 à 50 mètres.

Cet emplacement offre, entre autres, les avantages ci-après :

1° Il occupe une situation plus centrale par rapport aux établissements militaires à desservir ;

2° Par suite de sa configuration régulière, la construction de la boulangerie y serait plus aisée ; elle serait aussi moins onéreuse, parce que le bâtiment n'aurait qu'une façade, à laquelle on ne devrait d'ailleurs pas donner un caractère architectural comme à Fragnée ;

3° Le raccordement au chemin de fer serait facile et peu coûteux, attendu qu'on pourrait utiliser la gare privée des magasins à fourrages contigus ;

4° La superficie, presque double de celle dont l'État dispose à Fragnée, permettrait d'en affecter une partie à l'érection d'une boucherie militaire et de grouper ainsi trois établissements du service de l'intendance : la boulangerie, la boucherie et les magasins à fourrages (la boucherie est aujourd'hui installée à l'abattoir communal, dans des locaux exigus dont la ville tient à rentrer en possession et pour lesquels le Trésor paie une redevance annuelle de 4,500 francs).

Il est intervenu, sous réserve d'approbation par la Législature, un arrangement aux termes duquel M. Fryns s'engage à transférer à l'État la propriété de l'emplacement de Bressoux, dont il fera l'acquisition, en échange des terrains et bâtiments de la boulangerie actuelle et de ses dépendances, avec une soulte de 5,000 francs au profit du Trésor.

Au point de vue financier, l'opération se justifie comme il suit :

Une partie des constructions appartenant à l'État tombe, pour ainsi dire, en ruines. Les autres bâtiments de la boulangerie ne se prêtent pas à l'aménagement d'une habitation convenable en rapport avec leur situation ; ils subiront, en outre, des dégradations importantes par l'enlèvement des

fours, machines, etc., que le département de la guerre se réserve. En tenant compte de ces circonstances, la valeur des immeubles à céder par le Domaine a été fixée à fr. 165,000 »

D'un autre côté, la dépense à résulter de l'acquisition du terrain de Bressoux et des neuf maisons y construites est estimée, y compris les indemnités à payer aux locataires pour la résiliation des baux, à 160,000 »

Différence égale à la soulte. fr. 5,000 »

En attendant l'achèvement des nouvelles installations, l'Etat pourra maintenir les services de la boulangerie à Fragnée, en payant à M. Fryns un loyer annuel de 3,770 francs.

Le Gouvernement sollicite de la Législature l'autorisation de traiter avec M. Fryns sur les bases qui précèdent.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés :

1° L'échange d'immeubles conclu entre l'État et la Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, en vue de la rectification de l'Ourthe, aux termes d'un acte passé à l'intercession de M. le Gouverneur de la province de Liège, le 15 septembre 1904 ;

2° L'acte du 8 décembre 1904 portant cession par l'État à la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, d'un terrain de 3 hectares 99 ares 99 centiares sis à Vilvorde, en échange d'une parcelle de 3 hectares 03 ares 89 centiares située à Neder-over-Heembeek, sans stipulation de soulte.

ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

I.

A. A vendre à la Société bruxelloise

WETSONTWERP.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Worden goedgekeurd :

1° De ruiling van onroerende goederen gesloten door den Staat en de « Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne », voor het recht-trekken der Ourthe naar luid eener akte verleden ten overstaan van den heer Gouverneur der provincie Luik, den 15^e September 1904.

2° De akte van 8 December 1904 houdende afstand door den Staat aan de naamlooze vennootschap der vaart- en zeeinrichtingen te Brussel, van een terrein groot 3 hectaren 99 aren 99 centiares gelegen te Vilvoorden, in ruiling van een perceel groot 3 hectaren 03 aren 89 centiares, gelegen te Neder-over-Heembeek, en zonder bepaling van opleg.

ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare werken is gemachtigd :

I.

A. Tot het verkoopen aan de « Société

d'Electricité un terrain sis à Schaerbeek, à l'extrémité du quai des Usines, comprenant environ 2 hectares, entre la digue du canal de Bruxelles au Rupel et la Senne, et environ 1 hectare entre la Senne et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde;

B. A accorder, en outre à la même société le droit d'acquérir, dans le délai d'un an, une parcelle contigue de 1 hectare 50 ares environ, sise entre la Senne et la route précitée.

Les prix seront fixés à 150,000 francs l'hectare pour l'emplacement situé entre le canal et la Senne, et à 100,000 francs l'hectare en ce qui concerne les terrains situés entre la Senne et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde.

II.

A céder à M. Alphonse Fryns, industriel à Liège, les terrains et bâtiments situés rue et quai de Fragnée en cette ville, formant la boulangerie militaire et ses dépendances, d'une superficie d'environ 25 ares, en échange d'un terrain contenant environ 48 ares et des constructions y existantes, sis à Bressoux, à front de la rue du Moulin, moyennant une soulte de cinq mille francs au profit du Trésor.

Donné à Laeken, le 17 janvier 1905.

bruxelloise d'Electricité » van een terrein gelegen te Schaerbeek, op het uiteinde der Fabriekenkaai, begrijpende ongeveer 2 hectaren, tusschen den dijk der vaart van Brussel naar den Rupel en de Zenne, en ongeveer 1 hectare tusschen de Zenne en de nieuwe baan van Brussel naar Vilvoorden;

B. Tot het toestaan, daarenboven, aan dezelfde vennootschap, van het recht om, binnen één jaar, een aanpalend perceel aan te koopen van ongeveer 1 hectare 50 aren, gelegen tusschen de Zenne en voormelde baan.

De prijzen zijn bepaald op 150,000 fr. de hectare voor den grond gelegen tusschen de vaart en de Zenne, en op 100,000 frank de hectare voor de gronden gelegen tusschen de Zenne en de nieuwe baan van Brussel naar Vilvoorden.

II.

Tot het afstaan aan den heer Alfons Fryns, nijveraarte Luik, vande gronden en gebouwen te dier stad gelegen in de Fragnéestraat en op de Fragnéekaai, uitmakende de militaire broodbakkerij en dezer afhankelijkheden, groot ongeveer 25 aren, in ruiling van een terrein bedragende ongeveer 48 aren en van de eropstaande gebouwen, gelegen te Bressoux, met den voorgevel op de « rue du Moulin », mits vijf duizend frank opleg ten bate van Staat.

Gegeven te Laken, den 17^e Januari 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

Van 's Konings wege:

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1905.

Wetsontwerp tot goedkeuring van twee contracten betreffende onroerende domeingoederen en machtiging tot het vervreemden van soortgelijke goederen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer aan de Wetgevende Kamers ter overweging voor te leggen, met bede van prompt onderzoek, een ontwerp van wet inhoudende :

1^o Goedkeuring van twee contracten betreffende vervreemdingen van aan Staat toebehoorende onroerende goederen ;

2^o Machtiging tot vervreemding van soortgelijke goederen.

Dit ontwerp vindt zijne rechtvaardiging in de volgende beschouwingen :

I.

Tot rechtekking der Ourthe, tusschen Chénée en de « Grosses Battes », dient beschikt te worden over gronden te nemen van de onroerende goederen der *Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne*, die op het grondgebied van Angleur gelegen zijn.

Die onroerende goederen, in rozenkleur en in groen getint op het plan den 26ⁿ December 1901 opgemaakt door den heer Jacquemin, ingenieur principaal van Bruggen en Wegen, hadden eene totale oppervlakte van 7 hectaren. Daar het bedrag der op hetzelfde plan in rozenkleur voorkomende innemingen 2 hectaren 74 aren 69 centiaren 06 telt, zoo bleef ongeveer 4 hectaren 25 aren over,

Die merkelijke vermindering der uitgestrektheid van hare nijverheidsinrichtingen zou aan de voormelde societeit een groot nadeel hebben berokkend, dat dan ook bij wijze van vergoeding door den Staat zou dienen hersteld te worden.

Om dit nadeel in zekere mate te verzachten, werd, ingevolge akte verleden ten overstaan van den heer Gouverneur der provincie Luik den 15ⁿ September 1904, een vergelijk getroffen naar luid van hetwelk de Staat

aan de Societeit afstaat, ten einde met het overige van zijn goed te worden vereenigd, verschillende overschotten van grondinnemingen die op voormeld plan in 't geel zijn getint en te samen bedragen één hectaar 73 aren 23 centiaren 63.

Op die wijze wordt door de Societeit afgestaan 2^h,74^a,69^c,06
 In ruiling ontvangt zij 1^h,73^a,23^c,63
 en hare inrichtingen ondergaan slechts eene vermindering
 van 1^h,01^a,45^c,43

De door den Staatsschat te betalen opleg is bepaald geworden op de som van fr. 115,238.97, zich verdeelende als volgt :

a) Waarde der oppervlakte van 1^h,01^a,45^c,43, aan fr. 7.425 den vierkanten meter. fr. 75,329 81

b) Waarde van het terrein uitmakende den trekweg die ingelijfd dient te worden bij de nieuwe bedding der Ourthe, bepaald mits rekening te houden van de dienstbaarheid waarmede dit terrein bezwaard was : 15^a,47^c,04, aan fr. 4.71 den vierkanten meter 6,544 56

c) Waarde der gebouwen staande op de door de Societeit afgestane perceelen, alsmede der langs de rivier opgerichte dijkmuren 33.564 60

Te zamen. . . . fr. 115,238 97

Daarenboven zal de Staat den interest dezer som tegen 4 1/2 t. h. 's jaars kwijten van 1^o Augustus 1902 af, datum der inbezitneming van het terrein der Societeit, en hij zal aan deze ten minste 29,000 kubiek meter klei bezorgen voort te komen van de uitgraving der rivierafleiding.

Daar het getroffen vergelijk in het belang is der beide betrokken partijen, zoo verzoekt de Regeering hetzelfde te willen goedkeuren.

II.

Onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, heeft de Regeering met de Naamlooze Vennootschap der vaart- en zeeinrichtingen van Brussel, eene ruiling aangegaan krachtens welke de Staat afstand doet van een te Vilvoorden gelegen terrein, groot 3 hectaren 99 aren 99 centiaren, en een perceel krijgt, gelegen te Neder-over-Heembeek, van 3 hectaren 03 aren 89 centiaren.

Ondanks het verschil van oppervlakte, werd die ruiling zonder opleg gesloten, omdat het door den Staat verkregen terrein langs den dijk der vaart van Brussel naar den Rupel ligt, terwijl de domeingrond, die zich overigens verder van de have bevindt, gescheiden is van de vaart door gronden welke aan de vennootschap toebehooren.

Met het oog op de toekomst, heeft de Regeering gedacht dat het noodig was die klompgronds niet aan particulieren te laten overgaan; zoo zou, onder andere, het kunnen dienen tot het oprichten, door de erbij belanghebbende overheden, van eene fabriek voor het zuiveren van de door het

hoofdkanaal der stad Brussel aangevoerde huiswaters. Immers, de grond ligt tegenover de uitpompfabriek van Haeren.

Te meer, de ruiling wordt nog onder andere oogpunten gerechtvaardigd : de Staat die, zonder voorafgaandelijke overeenkomst met de vennootschap, geen voordeel uit zijnen grond zou hebben getrokken, zal over eenen klomp beschikken welke uitkomt op den dijk der vaart en die, ingeval hij niet tot openbaar gebruik moet dienen, in uiterst voordeelige voorwaarden kan worden verkocht; daarentegen kan de vennootschap met meer gemak gebruik maken van het perceel dat zij te Vilvoorden bezit en vóór den domeingrond gelegen is.

Dienvolgens, verzoekt de Regeering dat goedkeuring verleend worde aan de akte verleden op 8ⁿ December 1904.

III.

De *Société bruxelloise d'Électricité* heeft den Staat verzocht haar af te staan, voor het oprichten eener fabriek van electriciteit en, desvoorkomend, van electricke werktuigen, eenen domeingrond gelegen te Schaerbeek, op het uiteinde der Fabriekenkaai, tusschen den dijk der vaart van Brussel naar den Rupel en de nieuwe baan van Brussel naar Vilvoorden, terrein doorsneden door de Zenne.

Daar die fabriek geroepen is tot het voortbrengen der elektrische kracht noodig, onder andere, voor de behoeften van het station Schaerbeek en, desvoorkomend, voor die der zeeinrichtingen van Brussel, zoo heeft de Regeering geacht dat het gunstig was het verzoek in grondbegin in te willigen.

Mits voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving, werd een vergelijk getroffen dat op het volgende berust :

I. — Verkoop door den Staat aan de vennootschap van drie hectaren gronds, te weten : ongeveer twee hectaren tusschen de vaart en de Zenne, tegen 150,000 frank de hectare, en ongeveer ééne hectare tusschen de Zenne en de nieuwe baan van Vilvoorden, tegen 100,000 frank de hectare.

II. — Optie van aankoop, voor één jaar, tegen 100,000 frank de hectare, van een aanpalend perceel groot ongeveer 1 hectare 30 aren, gelegen tusschen de Zenne en de voormelde baan.

III. — Verbreking van den verkoop voor wat betreft de twee langs den dijk der vaart gelegen hectaren, ingeval de op dezen grondblok op te richten gebouwen niet meer tot electriciteitsfabriek zouden dienen. De verbreking zou gebeuren mits eenvoudige terugbetaling van den verkoopprijs (150,000 frank de hectare), en de vennootschap zou gehouden zijn de gebouwen zonder vergoeding af te breken.

De overeengekomen prijzen zijn zeer vergeldend, ook wordt door de Regeering machtiging verzocht tot uitvoering van voormelde schikkingen.

IV.

De gebouwen door de militaire broodbakkerij van Luik betrokken, zijn zeer oud en al te bekrompen ; ook dienen zij afgebroken en vervangen te

worden door meer ruime en beter geschikte inrichtingen. De plaats van ongeveer 25 aren die zij beslaan en uitkomt op de Fragnée-straat en kaai, is niet zeer gunstig gelegen; immers, de bakkerij is al te verwijderd van de door haar te bedienen gestichten. Daarbij, de vorm van den grond zou eenen bouw vergen met twee voorgevels waaraan een zeker kunstig karakter diende gegeven te worden, om ze met de gebouwen der wijk in overeenstemming te brengen, hetgeen voor gevolg zou hebben al te groote kosten, die het wenschelijk is te vermijden. Van een anderen kant, daar de aansluiting der bakkerij met den spoorweg de Fragnée-straat dwars doorloopt, zoo zou het behouden van eenen overweg op deze tot groot verkeer geroepen openbare baan, een bestendig gevaar daarstellen.

Tot het schikken der grenzen van het op den hoek der Fragnée-straat en kaai gelegen perceel, toebehoorende aan den heer Alfons Frijs, nijveraar te Luik, heeft deze verzocht dat een in den Staatseigendom te nemen gedeelte hem zou worden afgestaan. Aan dit verzoek kon niet worden voldaan; doch het werd het uitgangspunt van onderhandelingen hebbende tot doel de bakkerij in een andere wijk herop te bouwen. De keuze van het departement van Oorlog is gevallen op een terrein van ongeveer 48 aren, gelegen te Bressoux, naast de voerage-magazijnen van het leger, tusschen de spoorbaan Luik-Maastricht en de « rue du Moulin », metende langs de straat 101 meters gevelzijde en hebbende eene diepte gaande van 44 tot 50 meters.

Onder andere voordeelen welke dit terrein aanbiedt, tellen de volgende :

- 1^o Het ligt meer in het midden van de te bedienen militaire gestichten ;
- 2^o Het opbouwen der bakkerij zou gemakkelijker zijn, daar de gedaante van het terrein regelmatig is ; ook zou het opbouwen minder kosten, aangezien het gebouw slechts éénen voorgevel moet hebben die hier niet, zooals te Fragnée, een bouwkunstig karakter eischt ;
- 3^o De aansluiting bij den spoorweg zou gemakkelijk zijn en weinig kosten veroorzaken, daar er gebruik zou kunnen gemaakt worden van het private station der aanpalende voerage-magazijnen ;
- 4^o De oppervlakte, bijna tweemaal zoo groot als die waarover de Staat te Fragnée beschikt, zou toelaten een gedeelte ervan te bestemmen tot het oprichten eener militaire vleesslachterij en alzoo drie inrichtingen van het intendantschap bijeen te brengen (de vleeschhouwerij is thans ingericht in het gemeente slachthuis, in enge lokalen die de stad zou willen terug in bezit hebben en waarvoor de Staat jaarlijks 4,500 frank betaalt).

Onder voorbehoud van goedkeurig door de Wetgeving, werd een vergelijk getroffen naar luid van hetwelk de heer Fryns de verbintenis aangaat om aan Staat den eigendom over te dragen van het door hem aan te koopen terrein van Bressoux, in ruiling der gronden en gebouwen van de thans bestaande broodbakkerij en dezer afhankelijkheden, mits 5,000 frank oplegten bate van Staat :

Onder financieel oogpunt wordt de verhandeling gerechtvaardigd zooals volgt :

Een gedeelte der aan den Staat toebehoorende gebouwen valt, om zoo te

zeggen, in duigen. De andere gebouwen zijn niet geschikt tot het oprichten van een woonhuis dat met hunne ligging overeenstemt; daarbij zullen zij groote beschadiging lijden door het wegnemen der ovens, machines, enz., welke in het behoud blijven van het Departement van Oorlog.

Rekening houdende van deze omstandigheden, zoo is de waarde van de door het Domein af te staan onroerende goederen bepaald geworden op. fr. 163,000

Van een anderen kant, de kosten van aankoop van het terrein van Bressoux en van de negen erop gebouwde huizen wordt geschat, met inbegrip der aan de huurders te betalen vergoeding wegens huuropzegging, op. 160,000

Vershil gelijk aan den opleg. . . . fr. 3,000

Mits aan den heer Fryns een jaarlijkschen huurprijs van 3,770 frank te betalen, mag de Staat, zoolang de nieuwe inrichtingen niet voleind zijn, de diensten der broodbakkerij te Fragnée behouden.

De Regeering verzoekt van wege de Legislatuur toelating om op voorgaande grondslagen met den heer Fryns te onderhandelen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics et de la Guerre,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés :

1° L'échange d'immeubles conclu entre l'État et la Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, en vue de la rectification de l'Ourthe, aux termes d'un acte passé à l'intervention de M. le Gouverneur de la province de Liège, le 15 septembre 1904 ;

2° L'acte du 8 décembre 1904 portant cession par l'État à la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles, d'un terrain de 3 hectares 99 ares 99 centiares sis à Vilvorde, en échange d'une parcelle de 5 hectares 03 ares 89 centiares située à Neder-over-Heembeek, sans stipulation de soulte.

ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

I.

A. A vendre à la Société bruxelloise

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!*

Op voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken en van Oorlog,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Worden goedgekeurd :

1° De ruiling van onroerende goederen gesloten door den Staat en de « Société anonyme des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne », voor het recht-trekken der Ourthe naar luid eener akte verleden ten overstaan van den heer Gouverneur der provincie Luik, den 15ⁿ September 1904.

2° De akte van 8 December 1904 houdende afstand door den Staat aan de naamlooze vennootschap der vaart- en zeeinrichtingen te Brussel, van een terrein groot 3 hectaren 99 aren 99 centiares gelegen te Vilvoorden, in ruiling van een perceel groot 5 hectaren 03 aren 89 centiares, gelegen te Neder-over-Heembeek, en zonder bepaling van opleg.

ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare werken is gemachtigd :

I.

A. Tot het verkoopen aan de « Société

d'Electricité un terrain sis à Schaerbeek, à l'extrémité du quai des Usines, comprenant environ 2 hectares, entre la digue du canal de Bruxelles au Rupel et la Senne, et environ 1 hectare entre la Senne et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde;

B. A accorder, en outre à la même société le droit d'acquérir, dans le délai d'un an, une parcelle contigüe de 1 hectare 30 ares environ, sise entre la Senne et la route précitée.

Les prix seront fixés à 150,000 francs l'hectare pour l'emplacement situé entre le canal et la Senne, et à 100,000 francs l'hectare en ce qui concerne les terrains situés entre la Senne et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde.

II.

A céder à M. Alphonse Fryns, industriel à Liège, les terrains et bâtiments situés rue et quai de Fragnée en cette ville, formant la boulangerie militaire et ses dépendances, d'une superficie d'environ 25 ares, en échange d'un terrain contenant environ 48 ares et des constructions y existantes, sis à Bressoux, à front de la rue du Moulin, moyennant une soulte de cinq mille francs au profit du Trésor.

Donné à Laeken, le 17 janvier 1905.

bruxelloise d'Electricité » van een terrein gelegen te Schaerbeek, op het uiteinde der Fabriekenkaai, begrijpende ongeveer 2 hectaren, tusschen den dijk der vaart van Brussel naar den Rupel en de Zenne, en ongeveer 1 hectare tusschen de Zenne en de nieuwe baan van Brussel naar Vilvoorden;

B. Tot het toestaan, daarenboven, aan dezelfde vennootschap, van het recht om, binnen één jaar, een aanpalend perceel aan te koopen van ongeveer 1 hectare 30 aren, gelegen tusschen de Zenne en voormelde baan.

De prijzen zijn bepaald op 150,000 fr. de hectare voor den grond gelegen tusschen de vaart en de Zenne, en op 100,000 frank de hectare voor de gronden gelegen tusschen de Zenne en de nieuwe baan van Brussel naar Vilvoorden.

II.

Tot het afstaan aan den heer Alfons Fryns, nijveraarte Luik, van de gronden en gebouwen te dier stad gelegen in de Fragnéestraat en op de Fragnéekaai, uitmakende de militaire broodbakkerij en dezer afhankelijkheden, groot ongeveer 25 ares, in ruiling van een terrein bedragende ongeveer 48 ares en van de eropstaande gebouwen, gelegen te Bressoux, met den voorgevel op de « rue du Moulin », mits vijf duizend frank opleg ten bate van Staat.

Gegeven te Laken, den 17ⁿ Januari 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.